

## L'inusable feuilleton de l'ISF

La France ressemble à une entreprise qui serait dirigée par son caissier. Cette constatation désabusée énoncée jadis par Michel Debré bien avant qu'il ne devienne premier ministre du général de Gaulle garde toute sa vérité avec l'ISF.

Avec Michel  
Garibal

Que tentait de prouver le colloque organisé en grande pompe par le gouvernement ? Que l'on continuait à vouloir taxer les riches, alors que le bouclier fiscal qui favorisait certains d'entre eux était déjà jeté aux oubliettes. Et que l'on compenserait jusqu'au dernier euro le manque à gagner qui résulterait de tout allègement, voire de la suppression de l'impôt sur la fortune. **Un effort qui pouvait représenter au départ jusqu'à quatre milliards d'euros** revus et corrigés depuis en fonction de la reprise de la conjoncture, mais qui obligerait à la création de nouvelles taxes compensatoires dans une logique purement comptable, selon une tradition bien française.

Ce qui a déjà conduit à échafauder une multitude de pistes, où tous les produits de l'épargne ont successivement défilé en donnant le tournis, avec la perspective de la création d'une nouvelle usine à gaz dans un pays déjà largement pourvu. Au risque de démanteler le socle fragile sur lequel repose l'épargne des Français. **Sans compter avec les dégâts collatéraux qui font depuis longtemps le bonheur de la Suisse et d'autres paradis fiscaux : la reprise de l'exode de capitaux est au bout de la rue**, comme le montre déjà les nombreux rendez vous chez les notaires et les banquiers de ceux qui envisagent de trouver des abris plus lointains à un patrimoine qu'ils estiment toujours menacé, au cas où le Parlement voudrait transférer sur les plus hauts patrimoines dans les prochaines semaines, la charge qu'il enlèverait aux plus modestes.

Ainsi, aux dernières nouvelles, et malgré certains propos du chef de l'Etat, **l'ISF sauve sa peau**. Un ISF amaigri en nombre de contribuables puisque 300 000, la moitié d'entre eux, seraient rayés des listes à l'avenir. Mais le feuilleton va se poursuivre car les divergences demeurent nombreuses au sein de la majorité sur la manière dont seront traités les autres assujettis, ceux qui sont le plus frappés par l'impôt et redoutent de l'être encore davantage. **Rien de tel que le sentiment d'instabilité fiscale qu'une telle situation engendre pour créer un climat de défiance**, qui nourrit les tentations de délocalisations.

Tout ce tintamarre autour du durcissement de certains prélèvements en matière d'épargne crée un véritable brouillard qui gêne provisoirement les critiques de l'opposition, mais ne répond pas aux soucis de ceux qui sont tentés par l'appel d'un grand large moins sévère pour leur patrimoine. Alors que **tous les efforts devraient être déployés pour mettre l'épargne des français au service de l'investissement et de la croissance**, au lieu de s'entêter dans une fonction de punition décrétée par un Etat impécunieux au service du financement des déficits publics.